



**Conseil d'administration
du Programme
des Nations Unies
pour le développement**

Distr.
GENERALE

DP/1993/46
20 avril 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarantième session
1er-18 juin 1993, New York
Point 8 de l'ordre du jour provisoire

QUESTIONS FINANCIERES, BUDGETAIRES ET ADMINISTRATIVES
PROJET DE BUDGET POUR L'EXERCICE BIENNAL 1994-1995

Prévisions budgétaires révisées pour l'exercice biennal 1992-1993
et projet de budget pour l'exercice biennal 1994-1995

Rapport du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires

1. Conformément à l'article 9.5 du règlement financier du PNUD, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné les prévisions budgétaires révisées du PNUD pour l'exercice biennal 1992-1993 et son projet de budget pour l'exercice biennal 1994-1995 (document DP/1993/45). Conformément à l'article 5.1 du règlement financier, le Comité a aussi examiné un rapport sur les fonds d'affectation spéciale créés par l'Administrateur en 1992 (DP/1993/44/Add.3). En application de la résolution 47/211 de l'Assemblée générale en date du 23 décembre 1992, il était également saisi du rapport de l'Administrateur sur les rapports de vérification des comptes (DP/1993/47), qui contient notamment un calendrier d'application des mesures à prendre comme suite aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes, conformément à la demande figurant au paragraphe 10 de la résolution 47/211.

Observations générales

2. Le projet de budget pour l'exercice biennal 1994-1995 établi par l'Administrateur pour l'ensemble du PNUD se monte à 628 375 100 dollars (montant brut), ce qui représente un montant net de 591 675 100 dollars. On trouvera ci-après un tableau comparatif du projet de budget pour l'exercice biennal 1994-1995 et des prévisions budgétaires révisées pour 1992-1993.

(Milliers de dollars)

Origine des fonds	1992-1993 Prévisions budgétaires révisées (DP/1993/45)	Augmentation/diminution		Total	1994-1995 Projet de budget (DP/1993/45)
		Volume	Coût		
A. Activités de base du PNUD	479 576,0	(41 814,2)	48 339,5	6 525,3	486 101,3
B. Activités d'appui aux programmes et d'élaboration des programmes	101 256,2	2 124,9	8 130,3	10 255,2	111 511,4
C. Fonds d'affectation spéciale	28 732,5	(1 137,5)	3 167,4	2 029,9	30 762,4
TOTAL (Brut)	609 564,7	(40 826,8)	59 637,2	18 810,4	628 375,1
Prévisions de recettes	(32 000,0)	(4 700,0)	0,0	(4 700,0)	(36 700,0)
TOTAL (Net)	577 564,7	(45 526,8)	59 637,2	14 110,4	591 675,1

3. Les prévisions de l'Administrateur font apparaître une réduction de volume de 41,8 millions de dollars au titre des activités de base du PNUD, résultant notamment des facteurs ci-après : suppression de 360 postes permanents, rationalisation et réorganisation des fonctions de gestion, délégation de pouvoirs, décentralisation des fonctions et regroupement de diverses unités administratives.

4. Le Comité consultatif prend note avec satisfaction des efforts déployés par l'Administrateur pour mettre en oeuvre la stratégie budgétaire qu'il a décrite dans son rapport sur les prévisions budgétaires révisées pour l'exercice biennal 1992-1993 (DP/1992/40), dans lequel il avait fixé pour objectif une réduction de 30 à 40 millions de dollars. Compte tenu de la baisse actuelle des contributions au PNUD, cette réduction vient à point nommé. Le Comité a été informé que selon les prévisions actuelles, les contributions volontaires au PNUD en 1993 devraient atteindre environ 930 millions de dollars, contre environ 1 177 millions en 1992 (soit un montant total de 2 107 millions de dollars pour l'exercice biennal). Il a également appris qu'en raison de la baisse des contributions volontaires, les niveaux de programmation au titre des chiffres indicatifs de planification (CIP) ont été fixés à 75 % des CIP que le Conseil d'administration, dans sa décision 90/34 du 23 juin 1990, a établis pour le cinquième cycle de programmation. Dans ces conditions, la réduction de volume prévue par l'Administrateur est encore plus importante.

5. En réponse à ses questions, le Comité consultatif a été informé que selon les prévisions actuelles, les contributions volontaires pour l'exercice 1994-1995 devraient se chiffrer à 1 970 millions de dollars, ce qui représente

/...

une nouvelle baisse par rapport à leur montant total pour 1992-1993. Bien que le montant total des recettes en 1994-1995 doive augmenter par rapport à 1992-1993, le Comité estime qu'il faut poursuivre les efforts pour réduire les dépenses d'administration.

6. Le Comité consultatif recommande qu'un état concis des recettes effectives et prévues du Programme soit inclus dans le résumé analytique des futurs rapports de l'Administrateur relatifs au budget. Il note à cet égard que dans son analyse annuelle de la situation financière, l'Administrateur présentera un examen financier détaillé des activités financées par le PNUD durant l'année écoulée et de sa situation financière à la fin de cette année, et indiquera également le montant estimatif des ressources et des dépenses prévues pour les années suivantes. Le Comité ne voudrait pas que les informations dont il a demandé l'inclusion dans le budget remplacent ladite analyse; il semble toutefois, que si des informations figuraient, sous une forme résumée, dans le budget, le contexte dans lequel se situent les propositions de l'Administrateur serait plus clair. En réponse à la demande du Comité, des graphiques faisant apparaître les recettes de 1992-1993 selon l'origine des fonds et les recettes prévues pour 1994-1995, ont été reproduits dans les annexes au présent document.

Prévisions budgétaires révisées pour l'exercice biennal 1992-1993

7. Comme l'indique le tableau IV.1 du document DP/1993/45, les prévisions révisées de l'Administrateur pour l'ensemble du PNUD pour l'exercice biennal 1992/1993 se chiffrent à 609 564 700 dollars (montant brut), ce qui représente un montant net de 577 564 700 dollars alors que le montant brut des crédits approuvés par le Conseil d'administration dans sa décision 92/37 se chiffrait à 609 872 800 dollars (montant net : 577 872 800 dollars). Conformément à la pratique habituelle, aucun ajustement de volume n'est proposé pour les activités de base; la réduction nette de 1,5 million de dollars du budget de base est imputable aux ajustements monétaires et aux ajustements gérés pour tenir compte des effets de l'inflation ainsi qu'à d'autres modifications des coûts, ainsi qu'il est indiqué aux paragraphes 30 à 32 du rapport de l'Administrateur.

8. Le montant total des prévisions révisées au titre des activités d'appui aux programmes et d'élaboration des programmes (101 256 200 dollars) font apparaître une augmentation nette de 969 900 dollars. Cette augmentation, imputable aux ajustements monétaires, aux ajustements opérés pour tenir compte des effets de l'inflation et à d'autres modifications des coûts, comprend également une augmentation de volume de 526 400 dollars au titre du Bureau des services d'appui aux projets (BSP) et une réduction de volume de 438 000 dollars au titre du programme des Volontaires des Nations Unies (VNU).

Volontaires des Nations Unies

9. La diminution de volume de 438 000 dollars prévue au titre des VNU concerne le budget additionnel pour le siège du programme, qui est ajusté conformément à la formule de dotation en effectifs approuvée par le Conseil d'administration.

10. Le Comité consultatif note aux paragraphes 237 à 240 que le Conseil d'administration, dans sa décision 91/46, a prié l'Administrateur d'envisager de simplifier les fonctions administratives du programme des VNU, notamment en continuant à décentraliser la prise de décisions courantes au profit des bureaux

extérieurs, en vue d'une réduction globale des postes administratifs, s'agissant notamment du personnel d'appui, au siège du programme. Les mesures prises par l'Administrateur, qui comprennent, en plus de la décentralisation de la prise des décisions dont il est question ci-dessus, la relocalisation de certaines fonctions sur une base expérimentale au cours de l'exercice biennal 1994-1995, sont décrites au paragraphe 241 de son rapport.

11. Le Comité consultatif se félicite de l'expansion des activités des VNU dans le domaine humanitaire et dans celui du maintien de la paix et considère qu'il convient de poursuivre les efforts dans ce sens. Pour assurer l'utilisation optimale de la capacité offerte par le programme et faire en sorte que les volontaires puissent être mobilisés selon que de besoin, il estime qu'il faudrait procéder à un examen de la structure actuelle des services des VNU. Il note à cet égard qu'un grand nombre des fonctions d'appui sont réparties entre les services des VNU (par. 38) et que les ressources additionnelles de remboursement des dépenses d'appui ont servi à financer le recrutement du personnel temporaire, selon les besoins, dans le cadre du programme VNU/Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC). De l'avis du Comité, il faut se demander si la structure actuelle du programme lui permet de réagir aussi rapidement que la situation dans le domaine humanitaire et dans celui du maintien de la paix l'exige souvent, et si des pouvoirs suffisants lui sont délégués à cette fin par le siège.

Bureau des services d'appui aux projets

12. En ce qui concerne le BSP, l'augmentation de volume au titre du budget de base (526 400 dollars) et des fonds extrabudgétaires (3,2 millions de dollars) est due en partie aux changements concernant les effectifs qui sont décrits aux paragraphes 40 à 42 du document DP/1993/45, notamment à la création de nouveaux postes. Ces nouveaux postes, financés au moyen des ressources budgétaires et de fonds extrabudgétaires, sont nécessaires en raison de l'augmentation des dépenses du BSP. Le Comité consultatif note à cet égard que le montant total, en 1992, des dépenses du BSP financées au moyen des ressources générales (budgétaires) du PNUD et de ses dépenses financées au moyen de fonds extrabudgétaires ont atteint un montant estimatif de 359 millions de dollars, et que le chiffre correspondant prévu pour 1993 est de 400 millions de dollars, soit un total de 759 millions de dollars pour l'exercice biennal 1992-1993, ce qui représente une augmentation de 125 millions de dollars par rapport à l'exercice biennal 1990-1991.

13. Comme le montre le tableau IV.2, les prévisions révisées concernant les dépenses d'administration du BSP financées au moyen de ressources budgétaires et de fonds extrabudgétaires au cours de l'exercice biennal 1992-1993 se chiffrent à 32 793 300 dollars et 33 269 900 dollars respectivement, soit un total d'environ 66 millions de dollars. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 39 du document DP/1993/45, le montant total des recettes tirées par le BSP du remboursement des dépenses d'appui s'est élevé à 30 millions de dollars en 1992; le Comité consultatif a été informé qu'en 1993, les recettes correspondantes prévues se chiffraient à 36 millions de dollars.

14. Comme il est indiqué aux paragraphes 178 à 182 du document DP/1993/45, aussi bien l'Assemblée générale que le Conseil d'administration ont souligné l'importance de la décentralisation et de la délégation de pouvoirs au profit

des bureaux extérieurs; dans sa décision 92/37, le Conseil d'administration a prié l'Administrateur de lui rendre compte des incidences sur les bureaux extérieurs de la décentralisation du BSP.

15. Au paragraphe 180, l'Administrateur déclare qu'une politique efficace en matière de délégation de pouvoirs doit s'accompagner d'une politique budgétaire garantissant le remboursement du coût des services supplémentaires résultant de cette délégation de pouvoirs. Il rappelle à cet égard qu'un groupe d'étude a été créé en juillet 1992 pour étudier la question du remboursement aux bureaux extérieurs des coûts correspondant à la charge de travail associée à la délégation de pouvoirs du BSP aux bureaux extérieurs en ce qui concerne les activités d'exécution. Le groupe d'étude a recommandé que, de manière générale, 15 % des frais généraux remboursés au BSP au titre des projets de participation aux coûts soient répartis entre les bureaux extérieurs en remboursement des tâches qu'ils exécutent pour le compte du BSP. Bien que le groupe d'étude n'ait examiné que les projets de participation aux coûts, l'Administrateur signale, au paragraphe 182, qu'il est en train de prendre des mesures, en consultation avec le BSP, pour instituer un régime de remboursement suivant les mêmes principes pour tous les projets dans le cadre desquels un grand nombre des tâches liées à l'exécution sont confiées aux bureaux extérieurs.

16. Le Comité consultatif a été informé que, dans les projets de participation aux coûts, les tâches qui doivent être accomplies par les bureaux extérieurs sont quantifiées et les dépenses correspondantes imputées sur le budget des projets. Dans le cas des projets financés au moyen des CIP, les dépenses en question sont financées à l'aide des ressources générales du PNUD. Dans les deux cas, un accord concernant le remboursement aux bureaux extérieurs des coûts liés aux tâches qu'ils accomplissent pour le compte du BSP aurait des incidences sur les ressources disponibles pour financer les dépenses d'administration (voir tableau IV.2) dont le montant, comme on l'a indiqué plus haut, s'approche à l'heure actuelle de celui des recettes tirées du remboursement des dépenses d'appui.

17. Le Comité consultatif recommande que l'on suive de très près les incidences de tout remboursement de cette nature sur l'aptitude du BSP à s'acquitter de la totalité de son programme de travail.

18. Il ressort du graphique 5 figurant dans le document DP/1993/45 que sur le montant total des dépenses du BSP en 1992 (359 millions de dollars), les dépenses au titre des accords de services de gestion ont représenté 108 millions de dollars. En réponse à ses questions concernant les recettes du remboursement des dépenses engagées par le PNUD au titre des services de gestion, le Comité consultatif a été informé que les dépenses en question sont remboursées sur la base du montant estimatif du coût réel (entre 5 et 6 % généralement). Il importe donc de calculer ce montant avec précision, car s'il était sous-estimé, le coût de l'assistance fournie au titre des accords de services de gestion serait financé par les ressources générales du PNUD et non pas autofinancé.

19. Au paragraphe 236 de son rapport, l'Administrateur déclare qu'il présente le projet de budget du BSP pour l'exercice biennal 1994-1995 uniquement pour information à ce stade, et qu'il fera rapport oralement sur la situation au Conseil d'administration à sa quarantième session, au vu des mesures éventuelles que l'Assemblée générale prendra à la reprise de sa session au sujet de la

/...

proposition tendant à incorporer le BSP à l'ONU. L'Administrateur déclare également qu'il présume que le projet de budget du BSP pour l'exercice biennal 1994-1995 sera présenté dans le contexte du projet de budget de l'ONU pour le même exercice.

20. Le Comité consultatif rappelle à cet égard que, dans son rapport publié sous la cote A/C.5/47/88, le Secrétaire général a proposé d'incorporer le BSP au Département des services d'appui et de gestion pour le développement à partir du 1er janvier 1994 et que, dans l'intervalle, les dispositions régissant le fonctionnement du Bureau restent en vigueur. Le Secrétaire général a également annoncé qu'un groupe d'étude composé de représentants de l'ONU et du Bureau des services d'appui aux projets de PNUD avait été constitué pour examiner les procédures à suivre pour intégrer le Bureau, qui resterait toutefois une entité semi-autonome, dans le Département susmentionné, compte tenu des conditions, énoncées par le Secrétaire général, qui devraient être remplies pour que le nouveau BSP fonctionne efficacement et économiquement.

21. Dans son rapport connexe (A/47/7/Add.15), le Comité consultatif, pour les raisons exposées au paragraphe 28, a souscrit à l'objectif général qui sous-tend la proposition du Secrétaire général. Cela étant, il a souligné que pour assurer le succès de cette intégration, le groupe d'étude devrait régler plusieurs questions importantes, voire litigieuses. A cet égard, le Comité a prié le Secrétaire général de lui présenter, avant la date d'intégration prévue, un rapport détaillé sur les modalités qui auront été mises au point, expliquant notamment comment les conditions de fonctionnement précitées seront remplies (par. 30).

22. Le Comité consultatif a examiné plusieurs questions concernant l'intégration proposée avec des représentants de l'Administrateur qui ont fait observer, entre autres choses, qu'en raison du système de comptabilité du PNUD, le transfert devrait être opéré au début d'une année civile, et non en milieu d'année. Le Comité estime qu'à ce stade, l'accent devrait être mis principalement sur un examen systématique et approfondi des problèmes à résoudre avant que la proposition du Secrétaire général ne puisse être appliquée. En d'autres termes, il ne faudrait pas avoir pour objectif majeur de s'en tenir à une date fixée à l'avance et qui n'est pas nécessairement réaliste. En fonction des progrès réalisés, la date d'intégration pourrait être arrêtée ultérieurement et tout ajustement nécessaire pourrait être apporté au budget du PNUD comme à celui de l'ONU.

Projet de budget pour l'exercice biennal 1994-1995

23. Le projet de budget pour l'exercice biennal 1994-1995 présenté par l'Administrateur pour l'ensemble du PNUD, qui s'élève à 628 375 100 dollars (montant brut), fait apparaître une réduction nette de 302 postes, se répartissant comme suit :

Origine des fonds	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	Agents des services généraux/ Service mobile	Administrateurs recrutés sur le plan national	Agents locaux	Total
Activités de base	(69) ^a	(85) ^b	-	(206)	(360)
Appui aux programmes et élaboration des programmes	(1)	-	63	-	62
Fonds d'affectation spéciale :					
FENU	(1)	(2)	-	-	(3)
BNUS	(2)	-	-	-	(2)
UNIFEM	-	1	-	-	1
Total	(73)	(86)	63	(206)	(302)

^a Dont 19 au siège (voir tableau V.2 du document DP/1993/45).

^b Dont 39 au siège (voir tableau V.2 du document DP/1993/45).

24. Les réductions de personnel précitées tiennent compte des propositions de l'Administrateur concernant la structure des échelons supérieurs du PNUD, exposées au paragraphe 52 de son rapport, notamment une réduction de deux postes de sous-secrétaire général et de 10 postes de la classe D-2. (Le projet de budget fait apparaître une réduction nette de neuf postes de la classe D-2 compte tenu du déclassement d'un poste de sous-secrétaire général). Le Comité consultatif aurait souhaité disposer d'informations plus détaillées sur les diverses propositions contenues au paragraphe 52. Dans l'état actuel des choses, il n'est pas en mesure de présenter d'observations à leur sujet. Il recommande donc à l'Administrateur de fournir au Conseil d'administration des explications plus détaillées pour justifier ses propositions et de montrer plus clairement comment les besoins opérationnels et la charge de travail des unités administratives concernées ont été pris en compte.

25. De même, le Comité consultatif a éprouvé des difficultés à évaluer les divers reclassements proposés par l'Administrateur et récapitulés au tableau V.2. Le Comité note à cet égard la déclaration de l'Administrateur selon laquelle les reclassements proposés aux classes P-3 à P-5 Dans les bureaux régionaux "s'expliquent par la logique même de la restructuration entreprise et ... s'imposent pour opérer le renforcement nécessaire au niveau intermédiaire" (par. 78 du document DP/1993/45). Sans être opposé à l'objectif d'un renforcement à ce niveau, le Comité estime que des explications complémentaires auraient dû être fournies dans chaque cas. Il espère également que l'objectif déclaré sera atteint et que les reclassements ne serviront pas uniquement de mécanisme de promotion des titulaires actuels des postes considérés.

26. L'Administrateur est conscient du fait que la suppression de 360 postes permanents entraînera un certain nombre de dépenses de transition; si cette réduction du nombre de postes doit dans une large mesure être le résultat de la réduction naturelle des effectifs, de la rotation du personnel, de réaffectations et du gel de recrutement actuellement en vigueur pour la catégorie des services généraux au siège, un certain nombre de licenciements amiables seront néanmoins nécessaires. Cela étant, il se propose d'imputer sur le budget de 1992-1993 le montant des dépenses engagées au titre de tout licenciement intervenu en 1993.

27. L'Administrateur note également que si certaines économies peuvent être réalisées avant décembre 1993 au titre de postes qui deviendraient vacants avant le 1er janvier 1994, d'autres postes devant être supprimés au 1er janvier 1994 ne deviendront peut-être vacants qu'à une date ultérieure, ce qui pourrait entraîner des dépenses supplémentaires. Il déclare par ailleurs qu'il faudra financer au moyen des économies réalisées les dépenses liées à l'élaboration de systèmes, à la formation et à d'autres tâches connexes qui sont "un préalable indispensable à la rationalisation et à la simplification des méthodes de gestion qui sont à la base d'un grand nombre des réductions proposées". Comme certaines de ces dépenses subsisteront au cours de l'exercice biennal 1994-1995, l'Administrateur propose d'engager et d'utiliser les économies réalisées en 1993, jusqu'à concurrence d'un plafond représentant 1,5 % du montant brut des crédits révisés au titre du budget de base pour 1992-1993 (479 576 000 dollars), pour couvrir ces dépenses de transition.

28. Le Comité consultatif n'a pas d'objection à cette proposition. Il espère seulement que l'exécution des programmes n'en souffrira pas.

29. Le Comité consultatif note au paragraphe 64 qu'un Service du budget et de la gestion distinct sera créé "pour remettre l'accent à titre prioritaire sur la nécessité d'accroître l'efficacité et la responsabilité financière et de réduire les coûts."

30. Le Service du budget et de la gestion "se chargera également de suivre l'application des recommandations formulées à l'issue de la vérification interne et externe des comptes", ce qui permettra un suivi systématique à l'échelle du Programme, comme l'Assemblée générale l'a demandé dans sa résolution 47/211 (par. 64). Le Comité consultatif rappelle que précédemment, la Division de la vérification des comptes et du contrôle de la gestion suivait à la fois l'application de ses propres recommandations et celle des recommandations des vérificateurs externes, et qu'il avait mis en doute le bien-fondé de cette méthode. La création, pour assurer ce suivi, d'un service distinct qui ne procède pas également à des tâches de vérification des comptes, lui paraît donc une bonne solution qui répond d'ailleurs au souci du Comité des commissaires aux comptes de séparer les fonctions de vérification des fonctions opérationnelles.

31. La réduction nette de volume prévue au titre des bureaux extérieurs pour 1994-1995 se chiffre à 31,3 millions de dollars. L'Administrateur examine aux paragraphes 95 à 100 de son rapport les stratégies adoptées par les bureaux régionaux pour atteindre les objectifs fixés en la matière, et note qu'elles "reflètent différentes caractéristiques, qui correspondent à différentes réalités et possibilités". A cet égard, le Comité consultatif constate que le nombre de bureaux et la structure des dépenses varient considérablement d'une

région à l'autre (par. 95). Il note par ailleurs que la réduction prévue tient compte des économies résultant de la fermeture des bureaux extérieurs en Oman et en ex-Yougoslavie. Il n'est pas proposé de fermer d'autres bureaux extérieurs.

32. Dans ce contexte, le Comité consultatif prend note des observations formulées par l'Administrateur aux paragraphes 143 à 154 au sujet de la présence du PNUD sur le terrain. Comme il le rappelle au paragraphe 143, le Conseil d'administration, dans sa décision 92/37, a prié l'Administrateur d'examiner plusieurs aspects connexes de la structure opérationnelle du PNUD, notamment la possibilité de fermer des bureaux extérieurs et d'utiliser les bureaux régionaux. Ainsi qu'il l'indique dans son rapport, l'Administrateur estime que les tâches accomplies au niveau national ne peuvent être confiées à un bureau régional (par. 151); il demeure profondément attaché au maintien d'une présence universelle au niveau national (par. 155). En même temps, il souligne qu'"il ne faut pas confondre présence universelle et structure uniforme"; en d'autres termes, il existe toute une gamme de profils pour les bureaux extérieurs et les fonctions dont ils s'acquittent.

33. De l'avis du Comité consultatif, le souci de maintenir une présence universelle ne doit pas faire perdre de vue la nécessité de contenir les coûts; il se félicite donc des initiatives prises par l'Administrateur dans ce sens et demande instamment que la question reste à l'étude.

34. La notion de centre régional de services, qui découle de l'idée de relocaliser les fonctions de service et de gestion dans des zones où le coût de la vie est plus bas, est examinée en détail aux paragraphes 101 à 109 du rapport de l'Administrateur. Le Comité consultatif rappelle que dans son rapport sur les prévisions budgétaires révisées pour l'exercice biennal 1992-1993 (DP/1992/40), l'Administrateur a indiqué que les fonctions de service et de gestion qui pourraient être relocalisées étaient les suivantes : comptabilité, certaines fonctions d'administration du personnel; traitement des données; recrutement du personnel (BSP et VNU); achats; étude et contrôle de gestion; appui à l'exécution nationale; formation et évaluation. Il a également indiqué qu'un projet pilote permettant de déterminer les fonctions se prêtant le mieux à la relocalisation serait mené au cours de l'exercice 1992-1993.

35. Le Comité consultatif note dans le rapport actuel de l'Administrateur que les premières conclusions du projet pilote ont conduit à adopter une nouvelle approche dans le domaine de la comptabilité, en vertu de laquelle les documents comptables seraient gérés au niveau des bureaux extérieurs, une société d'experts comptables de réputation internationale étant invitée à fournir régulièrement toute une gamme de services de vérification des comptes dans chaque bureau (par. 104). L'Administrateur pense qu'une approche de ce genre permettrait de réduire les coûts, dans la mesure où les services seraient fournis sur place, et d'élargir considérablement le champ des activités en permettant de faire vérifier les comptes de chaque bureau tous les mois si nécessaire.

36. En réponse à ses questions, le Comité consultatif a été informé que les bureaux extérieurs continuaient à assurer la gestion des comptes, tandis que les centres régionaux de service feraient la liaison entre le PNUD et la société extérieure, contribuant ainsi à la décentralisation des fonctions du siège.

37. L'Administrateur estime à environ 2 millions de dollars le coût de l'application de la notion de centre régional de services pour l'exercice biennal 1994-1995, le coût net à imputer sur le budget de base du PNUD s'élevant à 880 000 dollars, après remboursement notamment par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le BSP.

38. Dans son rapport publié sous la cote DP/1992/39, le Comité consultatif a déclaré qu'il fallait développer la notion des centres régionaux de services (par. 16). Il se félicite de toute initiative permettant d'assurer les services voulus dans de bonnes conditions d'économie et d'efficacité et avec les meilleurs résultats. Toutefois, comme l'Administrateur le reconnaît dans son présent rapport, il est encore trop tôt pour tirer des conclusions définitives de l'application de la notion de centre régional de services; faute d'informations précises, le Comité a aussi du mal, à ce stade, à évaluer les dépenses prévues au titre de la mise en application de cette notion. Sans avoir d'objection à ces dépenses, il recommande à l'Administrateur de présenter un rapport mis à jour sur les progrès réalisés à cet égard, dans le contexte des prévisions budgétaires révisées pour l'exercice biennal 1994-1995. Ce rapport devrait comprendre, entre autres choses, une ventilation des dépenses engagées par les sociétés extérieures et distinguer notamment celles qui se rapportent aux bureaux extérieurs de celles qui ont trait aux centres régionaux de services. Il devrait, en outre, contenir des informations précises au sujet des services effectivement fournis par les centres régionaux.

39. Dans l'intervalle, le Comité tient à appeler l'attention du Conseil d'administration sur les domaines qui, à son avis, méritent d'être examinés de près. Ainsi qu'il est dit au paragraphe 104, une société internationale d'experts comptables doit fournir régulièrement toute une gamme de services de vérification des comptes dans chaque bureau extérieur. Le Comité estime qu'il faudra donner à la société retenue des instructions précises, prévoyant notamment une division des responsabilités entre les tâches de comptabilité et les tâches de vérification à accomplir. Les instructions devraient en outre être rédigées de manière à éviter tout conflit avec les services de vérification interne ou externe des comptes du PNUD et de l'ONU, respectivement.

40. La question de la présence du PNUD en Europe et dans la Communauté d'Etats indépendants est examinée aux paragraphes 111 à 130 du rapport de l'Administrateur. Le coût total des bureaux provisoires des Nations Unies et des bureaux temporaires du PNUD en 1994-1995 se chiffre à 7,8 millions de dollars, dont 4,8 millions de dollars seraient inscrits au budget de base du PNUD. A cet égard, le Comité rappelle que, comme il est indiqué dans son rapport publié sous la cote A/47/7/Add.16, "le Secrétaire général compte présenter à l'Assemblée générale, à sa quarante-huitième session, un rapport d'ensemble sur les orientations générales, dans lequel seraient notamment examinés le statut et le rôle futurs des bureaux provisoires, et qu'il a créé un groupe de travail à cette fin" (par. 4).

41. Aux paragraphes 163 à 188 de son rapport, l'Administrateur examine la question des services fournis par les bureaux extérieurs à l'appui des activités opérationnelles des Nations Unies. Ainsi qu'il ressort du tableau VI.3, les résultats d'une analyse effectuée en 1992 montrent que 28,8 % de la charge de travail des bureaux extérieurs ont trait à l'appui aux activités opérationnelles des Nations Unies.

42. Au paragraphe 174, l'Administrateur déclare qu'il estime que le coût intégral de la charge de travail non liée aux activités du PNUD devrait être imputée au PNUD mais que son montant devrait être indiqué séparément, de façon transparente. En conséquence, il présente dans le budget une nouvelle ligne de crédit intitulée "Appui aux activités opérationnelles des Nations Unies" (voir tableau 2 du document DP/1993/45). Le montant de 96,9 millions de dollars inscrit à cette ligne pour 1994-1995 correspond aux 28,8 % susmentionnés des dépenses totales des bureaux extérieurs, qui se chiffrent à 336 741 900 dollars en 1994-1995, ainsi qu'il est indiqué au tableau I du rapport de l'Administrateur. Conformément à la proposition de l'Administrateur, dans le tableau relatif aux ouvertures de crédit (tableau 2), ce montant total de 336,7 millions de dollars est réparti entre la ligne intitulée "Bureaux extérieurs" à la rubrique concernant les activités de base du PNUD (239,8 millions de dollars) et la ligne intitulée "Appui aux activités opérationnelles des Nations Unies" à la rubrique relative aux activités d'appui aux programmes et d'élaboration des programmes (96,9 millions de dollars).

43. Le Comité consultatif note que l'inscription des dépenses non liées à l'exécution des programmes relevant des CIP à la rubrique relative aux activités d'appui aux programmes et d'élaboration des programmes aura pour effet de faire baisser le rapport entre les dépenses d'appui administratif et le montant total des dépenses au titre des programmes. A cet égard, il rappelle que dans les prévisions budgétaires révisées pour l'exercice biennal 1990-1991 et le projet de budget pour l'exercice biennal 1992-1993 [DP/1991/49 (vol. I) et Corr.1 et DP/1991/49 (vol. II)], l'Administrateur a indiqué que "le réseau des bureaux extérieurs figure, en tant que partie intégrante du PNUD, dans le budget opérationnel et administratif de celui-ci, et [que] l'efficacité des activités du Programme est systématiquement mesurée en comparant, notamment, le coût du réseau des bureaux extérieurs et celui de l'exécution des programmes financés par les CIP" (par. 63).

44. Comme le Comité consultatif l'a noté précédemment dans son rapport publié sous la cote DP/1992/39, l'identification des coûts qui ne sont pas liés à la réalisation du programme relevant du CIP relève d'une simple technique de présentation, "c'est-à-dire que les fonds prévus pour chaque bureau extérieur resteraient alloués et gérés comme un montant forfaitaire, évitant ainsi une situation ... [qui serait] lourde d'un point de vue administratif et ... donnerait lieu à des pratiques budgétaires artificielles dans les bureaux extérieurs" (par. 25).

45. Comme le montre le paragraphe 2 plus haut, le montant total des dépenses prévues au titre des activités d'appui aux programmes et d'élaboration des programmes en 1994-1995 se chiffre à 111 511 400 dollars, compte non tenu des 96,9 millions de dollars destinés à l'appui aux activités opérationnelles. Le montant de 111,5 millions de dollars comprend les ressources nécessaires pour les activités d'élaboration des programmes, les services d'appui au développement, le BSP, le Bureau des services d'achats interorganisations, les VNU, l'exécution nationale et l'appui aux programmes.

46. Comme il est dit au paragraphe 208, le programme des économistes est le seul élément des activités d'élaboration des programmes à être exécuté par les bureaux extérieurs et l'Administrateur se propose de le maintenir en tant que programme séparé (voir par. 210 à 214 du document DP/1993/45). Il se propose

également d'élargir l'élément bureaux extérieurs des activités d'élaboration des programmes de manière à y inclure les réseaux d'administrateurs recrutés sur le plan national dans les domaines du développement durable et de la lutte contre le VIH/sida. Ainsi qu'il est indiqué aux paragraphes 215 à 227, l'Administrateur propose de créer 41 postes d'administrateur recruté sur le plan national pour le programme relatif au développement durable et 22 postes d'administrateur recruté sur le plan national pour le programme de lutte contre le VIH/sida, pour un coût de 1,9 million de dollars et 900 000 dollars, respectivement.

47. Le Comité consultatif note que l'Administrateur rendra compte à une date ultérieure au Conseil d'administration des progrès réalisés dans le cadre de ces deux programmes. Il espère à cet égard que la coordination voulue sera assurée avec les organes intergouvernementaux et d'autres organismes compétents du système des Nations Unies.

48. Aux paragraphes 243 à 258 du document DP/1993/45, l'Administrateur rend compte de l'utilisation des services d'appui au développement au cours de l'exercice biennal 1990-1991, conformément à la décision 91/46 du Conseil d'administration. Au paragraphe 248, il indique que pour les 928 contrats conclus en 1990-1991, le coût moyen par mois s'est élevé à 2 360 dollars. Au total, 75,3 % des consultants ont été recrutés localement et 24,7 % dans la région ou la sous-région, ou encore à l'extérieur de la région.

49. Le Comité consultatif rappelle que le Comité des commissaires aux comptes a lui aussi signalé qu'environ 25 % des consultants engagés en 1990 au titre des services d'appui au développement par les bureaux extérieurs en Asie et dans le Pacifique, ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes n'avaient pas été recrutés localement, et que leur rémunération était en moyenne supérieure de deux tiers à celle des consultants locaux (par. 171 du document A/47/5/Add.1). Le Comité des commissaires aux comptes a indiqué que l'Administrateur avait reconnu qu'à l'avenir les ressources nationales devraient être utilisées dans toute la mesure du possible.

50. Le Comité consultatif espère qu'il en sera ainsi; il lui semble en effet que si les consultants sont essentiellement recrutés sur le plan local et si leur rémunération correspond aux conditions locales, les services d'appui au développement pourraient constituer un moyen économique de fournir aux représentants résidents l'appui dont ils ont besoin.

51. L'appui apporté par le siège et les bureaux extérieurs à l'exécution nationale est examiné aux paragraphes 228 à 235 du document DP/1993/45. Les ressources prévues au titre de l'appui à l'exécution nationale en 1994-1995 s'élèvent à 3 161 500 dollars et font apparaître une augmentation nette de volume de 150 000 dollars.

52. Le Comité consultatif note au paragraphe 230 qu'au cours de l'exercice biennal 1992-1993, la section de la vérification des comptes des projets exécutés par des entités nationales a élargi les opérations de vérification des comptes qui englobent désormais également les projets exécutés par les gouvernements et dont le coût est imputé sur les CIP régionaux et interrégionaux et des fonds d'affectation spéciale. En outre, conformément aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes, la mise au point de plans de

vérification à long terme visant à faire en sorte que chaque projet exécuté sur le plan national soit vérifié au moins une fois au cours de son exécution a également commencé. Le Comité se félicite des efforts accomplis pour renforcer l'appui à l'exécution nationale et attend avec intérêt le rapport de l'Administrateur dont il est question au paragraphe 232 du document DP/1993/45.

53. La partie VIII du rapport de l'Administrateur a trait à l'utilisation de certains des fonds d'affectation spéciale administrés par le PNUD. A cet égard, le Comité consultatif note que l'Administrateur, conformément à la recommandation du Comité figurant dans le document DP/1991/62 et à la décision 91/46 du Conseil d'administration, a inclus dans le budget des informations concernant les dépenses d'appui aux projets et aux programmes de chacun de ces fonds ainsi que des informations concernant leurs recettes effectives et prévues.

